

Questions orales

Les accusations que j'ai portées à l'attention de la Chambre et de la ministre n'étaient pas de moi. Elles venaient plutôt de l'ancien directeur administratif de Téléfilm Canada, M. Peter Pearson. Je serais tout à fait disposé à déposer la lettre complète en question plutôt que la version abrégée que la ministre a déposée hier.

LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI SUR LA DISTRIBUTION DE FILMS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, non seulement la ministre a-t-elle laissé Téléfilm se détériorer presque irrémédiablement, non seulement l'Association canadienne de cinéma-télévision exige-t-elle la démission du président Jean Sirois, protégé politique des conservateurs, mais encore la politique générale du gouvernement dans le domaine de l'industrie cinématographique est-elle dictée par les nababs de Hollywood.

Pourquoi la ministre a-t-elle autorisé des modifications fiscales à la demande des réalisateurs de films américains? Pourquoi n'a-t-elle pas encore saisi la Chambre de son projet de loi sur la distribution de films au Canada?

Des voix: Très bonne question!

Une voix: Qu'avez-vous fait quand vous en aviez l'occasion, John?

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président . . .

Mme Copps: C'est une braderie dans le contexte du libre-échange.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: La ministre a la parole.

Mlle MacDonald: Depuis 40 ans, monsieur le Président, l'industrie cinématographique canadienne demande aux gouvernements de passer une loi pour que notre marché du cinéma soit considéré comme une entité distincte en ce qui a trait aux droits cinématographiques. Depuis 40 ans, monsieur le Président, elle essaie de remédier à cette situation inéquitable.

Les libéraux ont été au pouvoir pendant presque tout ce temps-là, mais jamais ne se sont-ils penchés sur le problème de l'industrie cinématographique canadienne. Monsieur le Président, je peux vous assurer que nous allons présenter un projet de loi pour corriger cette inéquité.

• (1425)

LES ALLÉGATIONS CONCERNANT LES FRAIS DE REPRÉSENTATION

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, puisque la ministre a reçu la lettre de démission de Peter Pearson et puisqu'elle a reçu des nouvelles de Michael Spencer par l'entremise de M. Musgrove, pourquoi n'a-t-elle pas examiné les documents qui lui avaient été présentés à propos du président Jean Sirois ainsi que les dépenses qui figuraient sur ses frais de représentation et de son ingérence dans l'octroi à ses amis de Québec de dizaines de milliers de dollars de Téléfilm en vue du grand spectacle Rendez-vous 87?

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, je dois répéter encore une fois à ces députés que s'ils sont en mesure de formuler des accusations précises de malversation, ils devraient avoir le courage de le faire. Ils ne sont pas satisfaits. Ils préfèrent lancer des calomnies et des insinuations.

J'ai pris sur moi d'envoyer des vérificateurs pour examiner les écarts qui nous ont été signalés dans la situation financière de Téléfilm Canada. A un moment donné, l'excédent prévu était de 53 millions de dollars. Par la suite, l'engagement excédentaire prévu a été de 48 millions de dollars, soit un écart de 100 millions. J'ai tenu à ce que la situation soit bel et bien réglée, de sorte que j'ai fait appel à des vérificateurs, j'ai nommé une nouvelle équipe de gestionnaires, et j'ai eu recours pour la première fois à de nouvelles méthodes de gestion, de sorte que Téléfilm peut maintenant fonctionner d'une façon normale.

Je dirai à la députée que je suis bien aise que Téléfilm se soit enfin tiré du bourbier où il s'était enlisé l'année dernière, et je déplore qu'elle persiste à vouloir ruiner la réputation de cet organisme.

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): L'important en l'occurrence, monsieur le Président, c'est de savoir comment obtenir de l'aide des institutions bancaires et financières en vue de la production de longs métrages et d'émissions de télévision. Voilà le problème que la ministre n'a pas su régler. C'est elle qui fait preuve d'incompétence et qui . . .

M. le Président: Je prie la députée de bien vouloir poser sa question.

Mme Finestone: La ministre a-t-elle l'intention de suspendre maintenant le président Jean Sirois, de nommer un nouveau directeur exécutif et de procéder à une enquête complète sur ce qui s'est passé à Téléfilm Canada?

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, la députée a dit que nous n'avions rien fait au sujet du financement de Téléfilm Canada. Pourtant, nous allons ajouter 165 millions de dollars au fonds de Téléfilm Canada à raison de 33 millions de dollars par an au cours des cinq prochaines années, pour qu'il soit possible de réaliser un certain nombre de nouveaux films canadiens. Monsieur le Président, je tiens à ce que vous sachiez que je suis on ne peut plus fière de ce qui a été accompli.

C'est Téléfilm Canada qui a assuré le financement de *Un zoo la nuit* qui a mérité des distinctions internationales. C'est également Téléfilm Canada qui a assuré le financement de *I Have Heard the Mermaids Singing*. C'est enfin Téléfilm Canada qui a assuré le financement de *Anne of Green Gables*. En somme, c'est Téléfilm Canada qui a assuré le financement de tous ces films remarquables. Je suis fière de ce que Téléfilm Canada a accompli et je déplore que la députée s'entête à vouloir ruiner cet organisme.